

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 11

Objet de la délibération: Direction
Envinet - Collecte des déchets ménagers
et assimilés sur le territoire de la CASA -
Marché n° 15_187 - SUD-EST
ASSAINISSEMENT S.A.S. - Avenant n° 8

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.121

Date de la convocation :

Le 11/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **02 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **01 JUL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juin 2019

L'an deux mil dix-neuf et le 17 juin à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Michel ROSSI, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Eric MELE, René TRASTOUR

Monsieur LEONETTI,

Consécutivement à un appel d'offres ouvert européen du 29 juin 2015, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a attribué à la société SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S. le marché n°15/187 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans seuils minimum ni maximum et d'un montant résultant du Devis Quantitatif Estimatif de 5 842 421,45 € HT.

Ce marché a une durée de cinq ans, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020. Il est reconductible tacitement deux fois, par période d'un (1) an, pour une durée maximale de sept (7) ans.

Ce marché a été attribué en retenant les deux tranches conditionnelles, ainsi que la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°3 portant sur la collecte des végétaux, et la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°5 sur la collecte des encombrants.

Un avenant n°1 a porté sur la PSE n°5, et notamment sur le changement d'exutoire des encombrants issus de la collecte en porte-à-porte au profit du Quai de transfert de Villeneuve-Loubet, exploité par la société SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S., ainsi qu'une diminution du prix unitaire de réception et préparation des encombrants qui passe de 65 € HT/tonne à 59 € HT/tonne.

Un avenant n°2 a porté sur l'intégration d'une prestation de mise à disposition d'un camion grue avec un chauffeur pour le déplacement de Point d'Apport Volontaire (PAV).

Un avenant n°3 a porté sur des améliorations et modifications des collectes, à savoir modification de la collecte écarts et zones pavillonnaires de Villeneuve-Loubet en C3 qui augmente le forfait annuel de 110 200 € HT ; réduction des collectes sur le Club Med d'Opio, entraînant une économie globale annuelle de 13 819 € HT ; suppression de la collecte additionnelle en juillet et août sur les communes de Roquefort-Les-Pins, Saint-Paul de Vence, Opio et Le Rouret entraînant une économie globale annuelle de 25 187 € HT ; réduction du nombre de Points de Regroupement (PR) et création d'une collecte en Porte à Porte Ordures Ménagères Résiduelles (PAP OMR) à Tourrettes-sur-Loup, qui augmente le forfait annuel de 32 424 € HT, passage en Porte à Porte Emballages Ménagers Recyclables/ Journaux-Magazines-Revues (PAP EMR/JMR) sur Tourrettes-sur-Loup pour un forfait annuel de 29 327 € HT ; ajout de nouveaux prix au BPU pour des prestations de nettoyage.

Par délibération n°BC.2017.134 du Bureau Communautaire en date du 17 juillet 2017, un avenant n°4 au marché a eu pour objet de remplacer l'indice anciennement utilisé dans ce marché, à savoir, l'indice MONITEUR « 1870T » relatif au prix à la consommation du gazole.

Un avenant n°5 a porté sur la prise en compte d'attentes des usagers, ainsi que des demandes des Communes membres, à savoir la reprise en régie de certaines tournées et le passage en porte-à-porte d'autres tournées pour les OMR qui fait en valeur absolue une plus-value de 18 245 € HT/an ; la reprise en régie de certaines tournées et le passage en porte-à-porte d'autres tournées pour les EMR qui fait en valeur absolue une plus-value de 33 706 € HT/an ; le passage en porte-à-porte de certaines tournées et le renfort d'autres tournées pour la collecte des déchets végétaux qui fait une plus-value de 85 851 € HT/an ; le renfort sur la collecte des encombrants de Villeneuve-Loubet qui fait une plus-value de 32 278 € HT/an.

Un avenant n°6 a porté sur la reprise en régie des collectes de renfort des mercredis et samedis sur la commune d'Antibes (moins-values de 79 872,00 €/an) ; la mise en œuvre du système Cliink®, permettant d'inciter les usagers au tri du verre ménager (introduction de deux prix au BPU).

Un avenant n°7 a eu pour objet de remplacer les indices de révision supprimés dans la formule de révision des prix, de modifier un poste au BPU suite à une erreur matérielle et de préciser le système de télégestion Cliink.

Afin d'améliorer la qualité du service rendu, d'avoir une meilleure visibilité sur l'activité, il est nécessaire d'améliorer le fonctionnement et de l'adapter aux technologies nouvelles pour le ramassage des encombrants. Ainsi, il est proposé d'utiliser un logiciel métier spécifiquement conçu pour cette activité dénommé DEM'UP.

Le présent avenant n°8 a pour objet de mettre en place le logiciel DEM'UP pour le ramassage des encombrants.

Depuis une plateforme WEB, il permet :

- aux opératrices, la visualisation sur une cartographie de l'adresse donnée pour l'intervention par les usagers avec une pré-saisie des adresses ;
- l'enregistrement des appels par les opératrices de la date de passage en fonction de l'adresse de l'usager et des volumes à évacuer ;
- la planification des ordres de travail par jour et par tournée et d'éditer les feuilles de tournées pour chaque agent ;
- de confirmer les demandes d'enlèvement aux usagers avec rappel par mail ou SMS la veille de l'enlèvement ;
- d'assurer un suivi des prestations réalisées ;
- d'extraire les prestations réalisées et les anomalies de collecte et de réaliser les rapports.

Dans le cadre de la mise en place de ce logiciel, les agents de collecte équipés de smartphones disposeront d'une application leur permettant :

- d'avoir la liste des usagers à collecter avec un guidage adresse par adresse,
- de saisir une anomalie et de prendre une photo pour clôturer l'intervention.

Il est proposé d'ajouter au B.P.U les postes suivants :

- Mise en place et installation du logiciel DEM'UP pour 30 à 35 smartphones pour la première année :
 - 19 150€ HT/an ;
- Fonctionnement du logiciel DEM'UP pour 30 à 35 smartphones pour les années suivantes:
 - 14 436€ HT/an.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°8 au marché n°15/187 entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la SAS SUD-EST ASSAINISSEMENT ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, dont le projet est joint en annexe.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°8 au marché n°15/187 entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la SAS SUD-EST ASSAINISSEMENT ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant, dont le projet est joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département des Alpes-Maritimes
Arrondissement de GRASSE

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF, CIPIERES,
LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON, GREOLIERES,
OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, LA ROQUE-EN-PROVENCE, LE ROURET, SAINT-PAUL DE VENCE, TOURETTES-
SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS, VILLENEUVE-LOUBET

**COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS**

N° de marché :	15/187
Date de notification :	07/09/2015
Entreprise titulaire :	SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S.
Montant D.Q.E. du marché :	5 842 421,45 € HT

AVENANT N°8

Avenant n°8

Entre,

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Bureau Communautaire du 17 juin 2019

D'une part,

La SAS SUD-EST ASSAINISSEMENT dont le siège social est situé :

Route de La Gaude
BP 153
06803 CAGNES-SUR-MER

Représentée par Monsieur Gilles PEYROUTET, Directeur Général Délégué.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

EXPOSE PREALABLE

Consécutivement à un appel d'offres ouvert européen du 29 juin 2015, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a attribué à la société SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S. le marché n°15/187 de Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis. Il s'agit d'un marché à bons de commande sans seuils minimum ni maximum et d'un montant résultant du Devis Quantitatif Estimatif de 5 842 421,45 € HT.

Ce marché a une durée de cinq ans, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020. Il est reconductible tacitement deux fois, par période d'un (1) an, pour une durée maximale de sept (7) ans.

Ce marché a été attribué en retenant les deux tranches conditionnelles, ainsi que la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°3 portant sur la collecte des végétaux, et la Prestation Supplémentaire Eventuelle n°5 sur la collecte des encombrants.

Un avenant n°1 a porté sur la PSE n°5, et notamment sur le changement d'exutoire des encombrants issus de la collecte en porte-à-porte au profit du Quai de transfert de Villeneuve-Loubet, exploité par la société SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S., ainsi qu'une diminution du prix unitaire de réception et préparation des encombrants qui passe de 65 € HT/tonne à 59 € HT/tonne.

Un avenant n°2 a porté sur l'intégration d'une prestation de mise à disposition d'un camion grue avec un chauffeur pour le déplacement de PAV.

Un avenant n°3 a porté sur des améliorations et modifications des collectes, à savoir modification de la collecte écarts et zones pavillonnaires de Villeneuve-Loubet en C3 qui augmente le forfait annuel de 110 200€ HT ; réduction des collectes sur le Club Med d'Opio, entraînant une économie globale annuelle de 13 819€ HT ; suppression de la collecte additionnelle en juillet et août sur les communes de Roquefort-Les-Pins, Saint-Paul de Vence, Opio et Le Rouret entraînant une économie globale annuelle de 25 187€ HT ; réduction du nombre de PR et création d'une collecte en PAP OMR à Tourrettes-sur-Loup, qui augmente le forfait annuel de 32 424€ HT, passage en PAP EMR/JMR sur Tourrettes-sur-Loup pour un forfait annuel de 29 327€ HT ; ajout de nouveaux prix au BPU pour des prestations de nettoyage.

Par délibération du Bureau Communautaire en date du 17 juillet 2017, un avenant n°4 au marché a eu pour objet de remplacer l'indice anciennement utilisé dans ce marché, à savoir, l'indice MONITEUR « 1870T » relatif au prix à la consommation du gazole.

Un avenant n°5 a porté sur la prise en compte d'attentes des usagers, ainsi que des demandes des Communes membres, à savoir la reprise en régie de certaines tournées et le passage en porte-à-porte d'autres tournées pour les OMR qui fait en valeur absolue une plus-value de 18 245 € HT/an ; la reprise en régie de certaines tournées et le passage en porte-à-porte d'autres tournées pour les EMR qui fait en valeur absolue une plus-value de 33 706 € HT/an ; le passage en porte-à-porte de certaines tournées et le renfort d'autres tournées pour la collecte des déchets végétaux qui fait une plus-value de 85 851 € HT/an ; le renfort sur la collecte des encombrants de Villeneuve-Loubet qui fait une plus-value de 32 278 € HT/an.

Un avenant n°6 a porté sur la reprise en régie des collectes de renfort des mercredis et samedis sur la commune d'Antibes (moins-values de 79 872,00 €/an) ; la mise en œuvre du système Cliiink®, permettant d'inciter les usagers au tri du verre ménager (introduction de deux prix au BPU).

Un avenant n°7 a eu pour objet de remplacer les indices de révision supprimés dans la formule de révision des prix, de modifier un poste au BPU suite à une erreur matérielle et de préciser le système de télégestion Cliiink.

Afin d'améliorer la qualité du service rendu, d'avoir une meilleure visibilité sur l'activité, il est nécessaire d'améliorer le fonctionnement et de l'adapter aux technologies nouvelles pour le ramassage des encombrants. Ainsi, il est proposé d'utiliser un logiciel métier spécifiquement conçu pour cette activité dénommé DEM'UP.

Article 1 – Objet de l'avenant n°8

Le présent avenant n°8 a pour objet de mettre en place un outil de gestion DEM'UP pour le ramassage des encombrants et des dépôts sauvages réalisés par la régie de la CASA et son prestataire.

Depuis une plateforme WEB, il permet :

- aux opératrices, la visualisation sur une cartographie de l'adresse donnée pour l'intervention par les usagers avec une pré-saisie des adresses ;
- l'enregistrement des demandes par les opératrices et la programmation des collectes en fonction de l'adresse de l'utilisateur et des volumes à évacuer ;
- la gestion des capacités par tournée ;
- la planification des ordres de travail par jour et par tournée et le transfert aux équipes sur le terrain ;
- un rappel du rendez-vous par SMS au demandeur la veille de l'enlèvement ;
- d'assurer le suivi des prestations réalisées et de reprogrammer si besoin des collectes ;
- d'extraire les prestations réalisées et les anomalies de collecte et de réaliser les rapports.

Dans le cadre de la mise en place de cet outil, les agents de collecte équipés de smartphones disposeront d'une application leur permettant :

- d'avoir la liste des usagers à collecter avec un guidage adresse par adresse,
- de renseigner en temps réel l'avancement des collectes,
- de saisir les anomalies de collecte et d'y associer des photos.

Article 2 : Incidence financière

Il est proposé d'ajouter au B.P.U les postes suivants :

- Mise en place et installation du logiciel DEM'UP pour 30 à 35 smartphones pour la première année :
 - o 19 150€ HT/an
- Fonctionnement du logiciel DEM'UP pour 30 à 35 smartphones pour les années suivantes:
 - o 14 436€ HT/an.

Article 3 – Protection des données à caractère personnel

Annexe : Protection des données à caractère personnel

I. Objet

Conformément aux dispositions du RGPD, les clauses ci-après ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire s'engage, en qualité de sous-traitant, à traiter les données à caractère personnel qu'il exploite pour le compte de la CASA.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

II. Traitement faisant l'objet de la sous-traitance

1. Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte de la CASA (le responsable de traitement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants :

Mise à disposition et maintenance de l'outil informatique de gestion des demandes d'enlèvements d'encombrants et de gestion des dépôts sauvages sur le territoire

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- Collecte ;
- Enregistrement ;
- Conservation ;
- Extraction ;
- Consultation ;
- Utilisation ;
- Communication par transmission ;
- Diffusion/ mise à disposition ;
- Effacement / Destruction.

2. La ou les finalité(s) du traitement sont :

La ou les finalité(s) du traitement sont [...]

- a) la gestion des demandes d'enlèvement d'encombrants et de dépôts sauvages ;
- b) la cartographie des interventions menées et des points noirs (dépôts sauvages) ;
- c) le suivi des activités, historisation des demandes et leur optimisation ;
- d) la facilitation des prises de rendez-vous ;
- e) l'amélioration de la qualité de service ;

3. Les données à caractère personnel susceptibles d'être traitées sont :

- Nom, prénom ;
- Adresse ;
- Adresse mail ;
- Téléphone ;

4. Les catégories de personnes concernées sont :

Les administrés bénéficiant du service de collecte.

5. Les informations mises à la disposition du prestataire :

Les données telles que définies au point 3 ci-dessus.

III. Durée du contrat

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de leur notification pour une durée égale à celle du marché.

IV. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance
2. traiter les données conformément aux instructions du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
6. Sous-traitance.

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 8 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

8. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux contacts suivants : s.aquilino@agglo-casa.fr / n.castrec@agglo-casa.fr.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courriel aux adresses électronique suivantes s.aquilino@agglo-casa.fr / n.castrec@agglo-casa.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

10. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles prises pour garantir la sécurité des données traitées.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CASA (responsable de traitement) comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

V. Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

1. fournir au sous-traitant les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;

3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

Article 4 – Dispositions diverses

Toutes les autres clauses et conditions générales du marché demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Fait à Sophia Antipolis, le

**Le Directeur Général Délégué
SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S.**

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Gilles PEYROUTET

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/06/2019
Numéro : BC_2019_121
Nature : DE - Deliberations
Objet : Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la CASA - Marché n. 15_187 - SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S. - Avenant n. 8
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : yJKQd9s

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 01/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190617-BC_2019_121-DE

Acte reçu

Date : 17/06/2019
Numéro interne : BC_2019_121
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la CASA - Marché n. 15_187 - SUD-EST ASSAINISSEMENT S.A.S. - Avenant n. 8
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190617-BC_2019_121-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190617-BC_2019_121-DE-1-1_2.PDF

N